ASSEMBLÉE NATIONALE

20 mai 2025

LEVER LES CONTRAINTES À L'EXERCICE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR - (N° 1437)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 223

présenté par
Mme Le Feur

ARTICLE 5 BIS

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

À l'alinéa 2, substituer aux mots :

« , l'adaptation des pratiques agricoles au changement climatique par des solutions fondées sur la nature et l'usage exclusif de l'eau stockée dans les ouvrages existants de stockage de l'eau à usage d'irrigation agricole pour l'irrigation de cultures relevant du mode de production biologique, au sens de l'article L. 641-13 du code rural et de la pêche maritime, ou de conversion vers ce mode de production »

les mots :

« et l'adaptation des pratiques agricoles au changement climatique par l'usage des solutions fondées sur la nature prioritairement et la préservation du stockage de l'eau naturel ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article inscrit dans les objectifs de gestion de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau :

- La réduction des volumes prélevés dans les eaux superficielles ou souterraines destinées à l'usage d'irrigation agricole
- L'adaptation des pratiques agricoles au changement climatique par des solutions fondées sur la nature
- L'usage exclusif de l'eau stockée dans les ouvrages existants de stockage de l'eau à usage d'irrigation agricole pour l'irrigation de cultures relevant du mode de production biologique au sens

de l'article L. 641-13 du code rural et de la pêche maritime, ou de conversion vers ce mode de production.

Le troisième point est trop restrictif et pose un problème de faisabilité. De nombreuses exploitations agricoles ne sont pas officiellement labellisée en agriculture biologique ou en conversion du fait de contraintes administratives trop importantes et du coût pour obtenir la labellisation. En effet, d'après l'Agence Bio, le coût du contrôle bio moyen est de 500 € HT est

pour un producteur, et peut osciller entre 400 € et 1 000€ paran. Certains modes de production non labélisées par bio adoptent pourtant des cahiers des charges exigeant sur le plan environnemental. C'est le cas du label alternatif Nature & Progrès, dont 40 % des mentions n'ont pourtant pas le label AB. Certaines exploitations non labélisées peuvent en pratique respecter les conditions prévues par ces modes de production biologiques, et/ou ne pas utiliser d'engrais azotés minéraux et de produits phytopharmaceutiques de synthèse. Conditionner l'accès exclusif de l'eau stockée à l'agriculture biologique ou en conversion serait ainsi trop contraignant et ne permettrait pas de respecter la diversité des modes de production agricoles.

Je propose donc de retirer les mentions d'usage exclusif réservé à l'agriculture biologique ou en conversion.

Par ailleurs, les pratiques agricoles doivent adopter des solutions fondées sur la nature en priorité. Néanmoins, au cas par cas, d'autres solutions doivent pouvoir être adoptées, s'il en est décidé ainsi dans le cadre des comités de bassin et commission locale de l'eau.

Enfin, le stockage de l'eau doit d'abord se faire de manière naturelle en préservant les zones humides, et en favorisant l'infiltration de l'eau dans le sol. Je propose d'ajouter ainsi la mention de préservation du stockage naturel de l'eau.

L'article ainsi amendé n'empêche pas des solutions de stockage artificielles d'être construites, mais rappelle que la priorité est de reposer sur les solutions fondées sur la nature et de préserver notre ressource en eau et nos milieux aquatiques, ainsi que les services essentiels qu'ils apportent.